

Paris, 19 décembre 1914

4988



Madame et cher ami,
Il semble que nous
avançons maintenant un peu moins
lentement. On ne peut pas couvrir
un vit à barres les tranchées dont
ces mêmes Allemands ont fait leurs
repaires. Les Russes m'ont l'air quelque
peu immobilisés. Il n'y a que les Serbes
pour mettre l'ennemi en déroute. Mais
ils n'ont affaire qu'aux Autrichiens.

Le pape Benoît XV n'est peut-être
pas aussi simple que la colombe,
mais il est certainement plus prudent
que le serpent. Je viens de lire la
lettre de mon ancien collègue
Gaspiani à l'Archevêque de Lyon
pour expliquer l'impartialité de
Saint. Pie à l'égard de tous les belligérants.
Cela en d'un fin!... Au fond, Rome
croit tenir notre gouvernement, et
elle ne témoigne aucune sympathie

à la France, tant qu'on n'aura
pas fait quelque démarche analogue
à celle de l'Angleterre. On ~~ne~~
peut être obligé d'en venir là, quoi
que dieu et que Jean de Combes. Pour
ma part, j'aimerais beaucoup mieux
que l'on s'en dispensât, si l'on pourrait
faire autrement. Car, en négociant avec
Rome, nos grands hommes d'Etat
seront toujours coûlés. Ils ont généralement
un peu de tact pour traiter les
affaires religieuses à l'intérieur que
d'habileté à l'extérieur pour les discuter
politiquement avec Rome. Du reste, je
crois que M. Combes a trop
tôt à fait en supposant que l'on
voudrait revenir au Concordat. Je ne
crois pas que personne y pense dans les
sphères gouvernementales, et Rome
certainement n'en voudrait pas. La
loi de Séparation lui a levé trois ou
quatre fois le clergé français, qu'elle
domine, et dirige, et tourmente sans
contrôle. Ce que Rome souhaite, ce
sont des relations diplomatiques, et,
cela, encore une fois, il est impossible

d'y échapper si l'on a des affaires à
 traiter. On avait, on a encore
 les missions d'Orient et le protectorat
 des chrétiens que les Turcs sont en train
 de massacrer. Si la guerre tourne bien
 et qu'en nous rende Napoléon III. et Stasbourg,
 je dirai bien M. Combes de régler
 tout seul, sans s'inquiéter ni pape, les
 affaires ecclésiastiques en pays annexé. Ce
 serait impossible, absolument. Le mieux
 serait, sans concordat, sans note à
 Paris, d'avoir, à Rome, un représentant
 officiel ou officieux ou gouvernemental pour
 traiter les affaires politiques, ecclésiastiques,
 par exemple, un Cardinal de suzerain, à
 condition de le bien choisir. Cela ne
 changerait rien au régime de séparation;
 cela suffirait pour contraindre le pape
 d'intriquer avec nous dans les affaires
 de politique intérieure ou extérieure;
 et cela priverait même les réactionnaires
 de son appui. L'effet naturel de la guerre
 est de surexciter le sentiment religieux.
 Que ce soit un bien ou un mal, le fait
 est là. Une politique d'anticléricalisme
 aveugle ferait après la guerre le jeu des
 cléricaux. Une politique modérée les

exploiera, au contraire, d'exploiter à
leur profit un mouvement qui pas lui-même
ne tend aucunement vers la réaction
politique.

J'ai déjà fait quatre leçons. Mon
auditoire est suffisant, bien qu'il en
ait diminué par l'absence des jeunes
gens et aussi de quelques dames. L'important
est qu'il y ait quelqu'un. Le cours que
je donne maintenant résume mes travaux
des cinq dernières années et paraîtra plus
tard en volume.

Nous allons avoir nos parlementaires
la semaine prochaine. Puisse-ils
s'élèver au plus vite! Que ceux qui
ne peuvent continuer leurs discours les
adressent à leurs voisins! Comme
ils n'ont pas grandement contribué à
préparer la défense nationale, et qu'ils ont
de mieux à faire maintenant est de
ne pas la paralyser. Puisse-ils s'ennuyer,
qu'ils aillent faire un tour dans l'étranger
ou Sud avec M. Caillaud.

Affectueux respects,

A. Boizy

P.S. Cordue souvenir à M.
Desaignes.